

États-Unis et d'autres nations libres, afin de prévoir des négociations pour une participation possible et même bénéficière de l'expérience du Marché commun.

Monsieur le président, que pense la population du programme d'austérité mis en vigueur au lendemain des dernières élections, lequel a entraîné une limitation du crédit et des surcharges tarifaires? Il est évident que le gouvernement conservateur a caché à la population canadienne, durant la campagne électorale, la situation du Canada dans le domaine du change étranger. L'honorable ministre des Finances d'alors a prétendu que ce n'est qu'au cours de la troisième semaine de juin que la situation apparut défavorable, alors que le premier ministre affirmait que ce n'est que les 15, 16 et 17 juin que l'intensification des pertes prit de l'ampleur. Or, les chiffres fournis par le gouvernement, le 26 octobre, indiquent bien des pertes de 50 millions le 31 mai, le 1<sup>er</sup> juin et le 2 juin, une perte de 17.4 millions le 13 juin, une perte de 35.2 millions le 12 juin, une autre de 17 millions le 14 juin, soit un total de 70 millions au cours des trois journées précédant l'émission télévisée au cours de laquelle le premier ministre affirma que tout allait bien au pays et que l'économie canadienne était des plus prospères. Et dire même que par la suite, on a voulu rendre le parti libéral responsable de cette situation et on l'a blâmé d'avoir fait, durant la campagne électorale, des déclarations qui auraient été néfastes à l'économie canadienne! Quelle farce!

Ce n'est pas tout, monsieur le président. N'est-il pas inconcevable que ces surtaxes aient été imposées par un simple décret du Conseil des ministres, sans ratification par le Parlement, et que l'on ait continué de les percevoir depuis près de six mois, tout en refusant au Parlement le droit de décider du bien-fondé de ces impôts supplémentaires? Le premier ministre avait le devoir de convoquer le Parlement le plus tôt possible, ainsi que l'a suggéré le chef de l'opposition, et de mettre les Chambres au courant de tous les faits, au lieu de jouer à cache-cache, même dans le discours du trône.

Non seulement le gouvernement a-t-il ainsi prélevé des impôts au moyen de surtaxe sur les importations, mais il a perçu le genre d'impôt le plus injuste qui soit, celui des relèvements tarifaires. Cet impôt, plus que tout autre, frappe l'homme moyen, la ménagère, bref ceux qui sont le moins en mesure de le supporter; sa mise en vigueur a poussé le coût de la vie à un niveau inégalé jusqu'ici. Nous ne pouvons que nous réjouir des derniers adoucissements annoncés, par

l'honorable ministre des Finances (M. Nowlan), et je suis convaincu que tous les députés anticipent le jour où toutes les surcharges seront abrogées et les restrictions de crédits réduites à leur minimum.

Je ne voudrais pas non plus passer sous silence le récent dégel des traitements des 60,000 fonctionnaires fédéraux, et je forme le vœu que le gouvernement songera également au sort de ceux qui n'ont pas bénéficié de ces augmentations. Encore là, le gouvernement a agi injustement envers les fonctionnaires, en leur faisant porter, plus qu'aux autres Canadiens, les frais du programme d'austérité, en vertu d'une décision qui n'était pas sûrement conforme à la procédure établie dans la loi sur le Service civil. Nous avons un gouvernement qui fait toujours trop peu trop tard, et il le prouve même par les mesures qu'il a présentées à la Chambre depuis le début de la session.

On nous a soumis un projet de loi sur le crédit agricole, mais quels avantages cette mesure va-t-elle entraîner pour les cultivateurs de l'Est: rien de neuf, sinon d'augmenter le nombre de prêts. Pourquoi n'a-t-on pas pensé à rétablir la prime sur les porcs à \$3, alors qu'elle fut réduite à \$2 par suite des mesures restrictives que le gouvernement conservateur a imposées? Au cours du débat sur ce bill, on a suggéré de construire des élevateurs à grains le long du Saint-Laurent et de permettre aux cultivateurs de l'Ouest de vendre leurs grains de provende directement aux cultivateurs de l'Est. J'espère que le ministre de l'Agriculture n'ignorera pas ces suggestions.

Heureusement que le gouvernement du Québec est des plus intéressés aux questions agricoles, car nos lois fédérales oublient trop souvent nos agriculteurs. L'agriculture est à la base de notre économie, et la part des choses doit être faite. Nos cultivateurs ont besoin d'être aidés et orientés par des lois qui s'attaqueront directement à l'ensemble des problèmes agricoles. On a institué une loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (ARDA), mais il est surprenant qu'aucune entente n'ait été conclue jusqu'ici avec les provinces, bien qu'une somme de 50 millions de dollars ait été votée à cette fin. Pourquoi, aussi, cette augmentation vertigineuse des ventes de la margarine sous un régime conservateur, entraînant une diminution prononcée des ventes du beurre, et ce encore au détriment des cultivateurs de l'Est?

**M. Vincent:** Puis-je poser une question à l'honorable député?

**M. Laniel:** Après que j'aurai terminé mes observations.